

Start-up françaises en 2025 : l'activité progresse et les pertes d'exploitation se réduisent

26.9.2026 - | Banque de France

La Banque de France publie ce jour son étude annuelle sur la situation financière des start-up françaises en 2025, fruit d'une analyse exclusive fondée sur les données bilancielle collectées par la Banque de France. À travers l'observation de 2 640 start-up pour lesquelles des comptes sont disponibles sur les exercices 2024 et 2025, ces travaux mettent en lumière la résilience de l'écosystème face au resserrement du capital-risque : l'activité progresse nettement plus vite que celle des TPE-PME et des ETI, l'emploi continue de croître et les pertes d'exploitation reculent pour la deuxième année consécutive. La valeur ajoutée des start-up de l'étude progresse également de 16,2 %, pour atteindre 9,3 milliards d'euros. Elle représente 31,3 % de leur chiffre d'affaires, contre 30,1 % en 2024.

En 2025, le chiffre d'affaires cumulé des start-up étudiées s'élève à 29,7 milliards d'euros, enregistrant une progression annuelle de +11,6 %. Cette dynamique de croissance du chiffre d'affaires est nettement supérieure à celle observée pour les PME (1,5 %) hors microentreprises et les ETI (1,2 %). L'activité internationale progresse également : les ventes à l'exportation augmentent de 13,8 %, à 8,5 milliards d'euros, et représentent 28,7 % du chiffre d'affaires de l'échantillon.

L'enseignement majeur de l'étude réside dans l'amélioration de la rentabilité d'exploitation pour la deuxième année consécutive. Le déficit opérationnel agrégé recule de 9,2 % pour s'établir à 3,29 milliards d'euros, après une première baisse marquée de 17 % en 2024. Désormais, 39,8 % des start-up affichent un résultat d'exploitation positif (contre 37,5 % un an plus tôt). Le poids des pertes dans le chiffre d'affaires est ainsi ramené à 12,3 %, contre 13,3 % en 2024 et 16,5 % en 2023.

Parallèlement, les effectifs progressent de 2,2 %, pour atteindre près de 120 900 salariés. Les hausses les plus marquées en pourcentage concernent les fintechs (+9 %) et l'industrie (+6 %).

Ce redressement s'inscrit dans un contexte de marché plus sélectif, marqué par un repli des levées de fonds à 7,4 milliards d'euros (-5 % en montant et -15 % en nombre d'opérations)¹. Les capitaux propres cumulés s'établissent à 17,9 milliards d'euros, en légère hausse de 0,9 %, tandis que la trésorerie recule de 3,9 %, à 11,1 milliards. La dette bancaire demeure une source de financement largement utilisée : 86,6 % des entreprises de l'échantillon présentent un encours bancaire, pour un montant total quasiment stable de 5,9 milliards d'euros. L'étude propose également un éclairage sur 271 start-up deeptech. Leur valeur ajoutée progresse de 37,5 %, à 504 millions d'euros, avec des trajectoires contrastées selon les secteurs et des besoins de financement liés à des cycles de développement longs.

Dans le prolongement de cette publication, la Banque de France réunira le mardi 13 octobre 2026 à son siège des acteurs de l'innovation. Cette rencontre sera l'occasion de présenter les résultats de cette étude.

Lise Gandrille-Talarico, correspondante nationale pour l'accompagnement des entreprises (TPE-PME, start-up) : « À travers cette étude, la Banque de France met ses données exclusives au service d'une meilleure compréhension de la situation financière des start-up, en cohérence avec l'un des axes de son plan stratégique : porter sur l'économie une voix indépendante, légitime et souveraine ».

La Banque de France participe activement au soutien de l'écosystème au travers de ses 20 correspondants start-up régionaux (800 entretiens de cotation et 350 accompagnements menés chaque année) et d'un référentiel de cotation adapté à plus de 2 200 jeunes entreprises innovantes.

¹ EY, Baromètre du capital risque en France – Bilan annuel 2025, publié le 13 janvier 2026

<https://www.banque-france.fr/fr/communiqués-de-presse/start-françaises-en-2025-l'activité-progresse-et-les-pertes-d'exploitation-se-reduisent>